

Les mouvements sociaux de la Guyane

- 1) **Quels sont les revendications des guyanais ?**
- 2) **Chronologie du mouvement social guyanais**
- 3) **Synthèse**

En Savoir plus

- 1) **Populations guyanaises / Démographie**
- 2) **Économie**
- 3) **Rapports coloniaux :**
- 4) **Brève chronologie de l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG)**
- 5) **Liens**

Mouvements sociaux de la Guyane :

La Guyane connaît le plus grand mouvement social de son histoire. Jamais autant de Guyanais n'étaient descendus aussi nombreux dans les rues. Du point de vue syndical, toutes les grèves de ces dernières semaines ont été des réussites en battant des records de participation en terme d'arrêt de travail mais aussi en terme de participation aux manifestations et aux blocages économiques, notamment celui de la fusée Ariane 5. Les grèves reconductibles commencées ce lundi 27 mars se sont généralisées et bloquent économiquement le pays.

Quels sont les revendications des guyanais ?

Au travers de ce mouvement social, plusieurs collectifs, plusieurs organisations, plusieurs syndicats et associations mènent leurs combats avec leurs revendications.

On peut citer entre autre :

- Les syndicats, et en particulier l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG), qui est le principal organisateur des grèves en Guyane. Revendications sur les salaires, les services publics, pour les employés comme pour les usagers. Plus de 37 syndicats ont appelés à se mobiliser. En dehors des coups d'éclats du collectif des 500 frères contre la délinquance, le mouvement est bien parti de journée de grèves inter-professionnelles construites sur des bases de convergence du public et du privé. A commencé par une convergence entre la grève des salariés d'EDF, d'ENDEL (ex-GDF), et du CMCK (unique centre médico-social de Kourou mis en vente). Luttés qui a notamment permis des victoires locales notamment des salariés d'EDF qui ont signé des accords suite à l'obtention d'augmentations de salaire avant même le début de la grève générale. Mais qui ont participé activement à la mobilisation après avoir déclaré « continuer le combat par solidarité avec les guyanais ». Dans les autres secteurs économique, la grève qui s'est généralisée ensuite a été à l'impulsion notamment de l'UTG chez les territoriaux, au Port de Cayenne et à Air France auxquels s'est joint ensuite la majorité des industries privés, hélas faibles en nombres et en volumes, en dehors du centre spatiale, mais aussi de la FSU dans l'enseignement,.
- Le collectif des « 500 frères contre la délinquance » est très récent, première action notable en mars 2017. Visages cagoulés pour créer la provocation. Leurs revendications principales ne sont pas celles des organisations des travailleurs guyanais : l'éradication des squats, le

maintien d'un escadron de gendarmes mobiles affecté en renfort, ou encore le renvoi dans leur pays des détenus étrangers pour y purger leur peine (plus de 50 % des détenus en Guyane). Des paroles de leur leader Mickaël Mancee voir : (<http://la1ere.francetvinfo.fr/mickaël-mancee-guyane-coeur-459009.html>), ex-policier : « *Un voleur mort, c'est un voleur qui ne vole plus* ». Ou encore : « *Aujourd'hui, on dialogue. On fait tout pour empêcher une guerre civile. On est tous pères de famille, on n'en a pas envie... Mais si les voyous veulent la guerre, on la fera.* ». Cependant très critique de l'attitude de la métropole, ce mouvement séduit car il est le premier depuis les années 60 à secouer aussi violemment les administrations politiques. Les revendications sur les manques de moyens de la Police sont prioritaires bien que les manques de moyens des services publics soient dénoncés aussi. Rodolphe Alexandre, président de la collectivité territoriale (UMP et ex-Parti Socialiste Guyanais (PSG)) se dit « ému » par leurs revendications mais déplore leur mode d'intervention.

- De nombreuses associations d'amérindiens ayant des revendications de reconnaissance de leur existences sociales et culturelles (le terme « culturel » de ces associations cache d'ailleurs des revendications plus profondes) mais qui dénoncent aussi les violences et expropriations par les orpailleurs clandestins.
- De nombreux élus guyanais, de droite et de gauche, ont manifesté un soutien au mouvement car de manière unanime, tous, déplorent les manques de moyens pour fonctionner. On peut noter que le rapprochement avec les 500 frères s'est opéré plusieurs fois sur le terrain. Avec par exemple le collectif Toukans à Kourou, lorsqu'ils ont manifesté avec des élus sur la route qui mène au centre spatiale, réprimée durement par la police. (vidéo: <https://www.youtube.com/watch?v=3ebgPgo-ehY>)
- De nombreux patrons de l'Agriculture s'élèvent contre la baisse des aides de l'Union Européenne (subventions de la Politique Agricole Commune (PAC)). Dans un communiqué du 27 Mars, la FNSEA apporte son soutien aux mouvements sociaux de la Guyane.
- Plus discrets, de nombreux petits agriculteurs (basé sur l'abatis et l'agriculture de subsistance) ont aussi rejoint le combat, parmi lesquels : des amérindiens, des marrons, etc.
- De nombreux patrons guyanais, comme par exemple le patron de « Caresse Guyanaise » qui produit des jus de fruit, ont apporté leur soutien aux mouvements sur les questions de la sécurité.

Le collectif "Pou Lagwiyann dekolé" (pour le décollage de la Guyane) au travers du slogan populaire « Nou bon Ke sa » (on en a marre) qui tente de faire converger les différentes composantes de ce mouvement nationale. Il estime que si la délinquance a été un élément déclencheur. La question guyanaise ne se limite pas à cette question. Extrait d'un de leur communiqué 27 mars 2017 :

« Un commissariat pour 250 000 habitants (officiels), un jeune sur 2 qui n'a pas d'emploi (1 famille sur 4 vit sous le seuil de pauvreté), 15% de la population qui n'a pas accès à l'eau potable (1% dans l'hexagone), des cliniques qui ferment leurs portes (Clinique Véronique) et le plus grand hôpital prêt à être vendu au plus offrant (CMCK vendu par la Croix Rouge), un centre pénitentiaire de 600 places qui accueille plus de 900 condamnés dont 50% qui pourraient être extradés vers leurs pays d'origine (Centre de Rémire-Montjoly), des frontières poreuses (Guyane, l'Eldorado de l'Amérique du Sud), un orpillage clandestin qui a des conséquences terribles sur la santé (du mercure relâché dans les cours d'eau), une gestion du foncier insultante pour les Guyanais qui peuvent difficilement accéder à la propriété sur un territoire grand comme le Portugal, ou des écoles surpeuplées (avec 20% de la population touchée par l'illettrisme) et des populations autochtones décimées que l'on empêche de chasser et pêcher selon leurs coutumes ancestrales...

Les combats de la Guyane, terre qui voit décoller des fusées qui rapportent des millions et terre dont est extraite des tonnes d'or destinées à l'hexagone, sont encore nombreux et les luttes ne font que débiter...

Mais n'oublions pas que Révolution et Révolte ont de commun le mot Rêve... »

Synthèse :

Au vue de la diversité des composantes du mouvement social on peut aisément lui donner un caractère de lutte nationale, dans la mesure où ce mouvement vit de l'action des peuples de Guyane, toutes classes confondues : patronat guyanais, élus, agriculteurs, travailleurs du privé et du public, communautés, etc. Bien entendu les fondations du mouvement repose sur la grève et les manifestations qui sont principalement organisés par les syndicats et l'UTG en particulier. Ce qui place les travailleurs au centre de la lutte contrairement à ce que les médias montre en pointant les « 500 frères contre la délinquance » comme les représentants de ce mouvement. On ne peut bien entendu pas sous-estimer l'impact de cette organisation d'une part parce qu'ils occupent une place importante dans les dernières négociations avec les ministre de l'intérieur et de l'outre-mer mais aussi parce que les Guyanais n'ont pas encore trouver de symbole qui permettrait d'unifier nationalement un pays et l'Histoire des peuples qui le compose. Les méthodes musclés dont ils font preuve trouvent un écho dans la population qui attendait depuis longtemps un électrochoc. La particularité d'un mouvement national, même naissant c'est qu'il est toujours divisé par les intérêts des classes qui le composent. Et le collectif des « 500 frères contre la délinquance » bien que partageant l'intérêt des Guyanais sur la nécessité de moyens supplémentaires de la Métropole, ne porte pas les intérêts des travailleurs de la Guyane mais bien entendu celui de la petite bourgeoisie. Les masques ne sont pas encore tombés complètement.

« Nou Bon Ke Sa » qui signifie « on en a assez » c'est un cri de ralliement de populations abandonnées par la France. Un exemple de ce que la décentralisation et la régionalisation provoque en terme de disparition des services publics, puisque la Guyane est un département au même titre qu'une région. Pour la métropole et son gouvernement il s'agit de compacter et donc d'éliminer les budgets de fonctionnement départementaux et régionaux et les emplois qui y sont liés tout en affirmant que la Guyane y gagne en souveraineté.

La mobilisation Guyanaise a ceci de particulièrement puissante qu'elle parvient à dépasser un obstacle immense : l' « éclatement » de sa population. Car la population Guyanaise est éclatée à deux niveaux, d'une part la multitude des origines et communautés qui la compose qui, comme partout ailleurs, n'est une force que si il y a unité de classe. Mais elle l'est surtout en ce qui concerne une échelle des salaires si étendue qu'elle met face à face – dans la même rue – des lotissements d'ingénieurs et d'enseignants vivant en villa ou petite maison, et des Ghettos faits de taules et de bois. Pourquoi la Guyane n'est-elle pas dotée de moyens pour produire la main d'œuvre des entreprises qui sont sur son territoire ? La question renvoi bien entendu au combat des Guyanais contre ses fondations d'origines : ses fondations coloniales qui la mèneront selon le choix des Guyanais à être un véritable département français à égalité des autres faisant respecter la continuité territoriale, ou, très certainement, à des voies d'indépendances ou d'autonomie. L'affrontement de classe est d'autant plus difficile qu'il oppose, non pas uniquement un département colonial oublié, et sa métropole, mais des travailleurs Guyanais face à un monopole (impérialiste) mondiale du satellite qui soumet ce qui n'est pour eux qu'une « région économique » à une économie quasi unique. Et qui ne participe quasiment pas ni au financement des services publics, ni à la formation locale.

Derrière la question de la délinquance c'est toujours les mêmes véritables maux des sociétés capitalistes que l'on retrouve : le chômage, la précarité, la misère. La Guyane est une enclave de l'Union Européenne dans l'une des zones du monde où les travailleurs sont parmi les plus pauvres de la planète. C'est là un dernier aspect des rapports coloniaux qui existent encore entre la Guyane et la France, c'est la quasi-exclusivité des échanges économiques et politiques. Une situation qui n'est pas tenable pour la Guyane, au plein cœur de l'Amérique du Sud.

En savoir plus :

Populations guyanaises / Démographie

Population : 250 000 Habitants

94% de forêt amazonienne ; Petites villes sur la cote et le long des 2 fleuves qui servent de frontières à l'est et à l'ouest de la Guyane. Même si la densité est très faible, plus des 2/3 de la population vit en ville (2000 habitants minimum). Les plus grandes villes : Cayenne 55 000 hab, Saint Laurent du Maroni 44 000, Kourou 25 000.

Début des années 2000, l'INSEE estimait qu'il fallait ajouter environ 50 000 personnes en situation irrégulière, ce qui est certainement en dessous de la réalité. Il s'agit pour la majorité : des brésiliens, mais aussi les populations comme les Saramaka ou les Bonis qui vivent le long de la côte du Guyana et du Surinam (les « Guyanes » anglaises et Hollandaises indépendantes depuis 1966 et 1954) mais aussi sur le fleuve *le Maroni* qui sépare la Guyane du Surinam. Ces populations que l'on nomme Neg' Marrons ou Marrons, sont des descendants d'esclaves qui s'étaient échappés et libérés, elles sont régulièrement reconduites à la frontière qui sépare la Guyane du Surinam : le fleuve du Maroni. Dans un jeu de chat et à la souris que l'administration politique et la police elles-mêmes jugent stérile et dangereux, car les 2 fleuves qui servent de frontières à l'est et à l'ouest ne peuvent couper en deux des familles et communautés entières qui reviennent le lendemain de leur expulsion. Régulièrement les expulsions et contrôles dégénèrent en drames, aussi bien pour les personnes expulsées que pour la gendarmerie.

En Guyane, l'immigration atteint des records. En quatre ans, 13 000 demandeurs d'asiles ont déposé un dossier. Proportionnellement, c'est comme si en France métropole environ 3 millions et demi de personnes s'étaient présentés à la préfecture. Dans la prison du pays, plus de 1/2 des détenus sont originaires des pays voisins. La prison est pleine à craquer.

50% de la population a moins de 25 ans

22,5% de chômage selon l'INSEE. Mais là encore, nous sommes loin de la réalité.

La Guyane est extrêmement riche en populations, peuples et ethnies. Les plus grandes : Créoles, Brésiliens, et Haïtiens, les français de la métropole, les Neg' marrons, les Surinamais, les sud-américains (péruviens, équatoriens, colombiens), Chinois. Auxquels il faut ajouter la communauté Hmong qui vient du Laos et qui sont les descendants de populations qui se sont battus au coté de la France contre Hô Chi Minh au Vietnam. Et enfin les différentes tribus amérindiennes dont une partie est dissoutes dans les villes, dans la misère. Ils vivent parfois en village (Awalayalimapo) ou dans la forêt, dans les réserves interdites au reste de la population dans le 1/3 sud de la Guyane. Bien que les fragmentations communautaires soient aussi importantes qu'ailleurs, le métissage est néanmoins très important.

Il faut aussi ajouter les soldats de la légion étrangère.

Économie

98% d'importations de marchandise.

==> L'activité principale de la Guyane est le Centre Spatiale Guyanais (CSG) basé à Kourou. A savoir que plus de **70% du marché mondial du satellite est monopolisé** par ce projet européen

colossale qui assemble sur place des morceaux de la fusée envoyés par bateaux depuis les pays constructeurs de toute l'Europe : l'Angleterre, l'Allemagne, etc... Les projets américains, chinois et russes, etc... sont moins rentables car leurs bases de lancement sont trop éloignées de l'équateur, la zone d'orbite des satellites (le plus cher dans l'envoi d'une fusée c'est la mise sur orbite, 80% des pièces ne servent plus ensuite, et sont jetées dans l'espace en se décrochant). Les taux de profits de la fusée Ariane sont donc maximums tandis que le niveau de vie des travailleurs Guyanais est extrêmement faible. Le projet de lancement de fusées en Guyane fait suite à l'indépendance de l'Algérie et de la fermeture du « Centre interarmées d'essais d'engins spéciaux » qui fabriquait des missiles balistiques et faisait décoller la fusée « Diamant » à Colomb-Béchar .

La production d'or est faiblement rentable (jungle, boues, absence de voies de circulation) pour prendre des proportions industrielles. C'est pourquoi l'orpaillage clandestin y trouve un marché sans concurrents. L'orpaillage clandestin consiste à brûler un morceau de forêt et tamiser le fleuve ou la rivière. Des milices armées gardent le camp éphémère. Problèmes de mercure jetée dans l'eau qui s'ajoute aux violences physiques régulières sur les amérindiens et leur zone d'habitat.

Les 4 productions guyanaises notables sont : le riz, la crevette, jus de fruit, le rhum.

Les fruits et légumes produits en Afrique et en Asie, transités par la France, sont moins chers sur le marché guyanais que les productions locales, produites pourtant dans des conditions de misères.

L'euro est la seule et unique monnaie utilisée. Ce qui donne l'aspect d'une enclave européenne au milieu de l'Amérique du Sud, une porte d'entrée dans l'Union européenne qui fait du port de Cayenne un port relativement important.

2 routes nationales. Aucune voies ferrées.

A la différence de la Martinique et de la Guadeloupe, le tourisme en Guyane est faiblement développé. En dehors du foncier, la vie est très chère.

Rapports coloniaux :

==> Tout comme la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, et Mayotte, La Guyane est un DOM, un département-d'outre-mer. C'est à dire qu'à la différence de la Nouvelle Calédonie ou de Tahiti par exemple, les droits sociaux des travailleurs de la Guyane et de la métropole sont officiellement en tout point similaires. L'accès à l'éducation, à la santé, à la protection sociale, aux prud'hommes, etc sont censés y être les mêmes qu'en France métropolitaine.

==> Au contraire. Le Guyana et le Surinam, pays voisins, ont acquis une indépendance politique vis-à-vis de leur métropole : l'Angleterre et la Hollande. Mais ils sont toujours restés économiquement dépendants. L'exclusivité du pétrole du Guyana, par exemple est vendue à l'Angleterre, les entreprises occidentales se contentant d'exploiter sans avoir à assumer financièrement un quelconque service public. Il n'est pas de hasard si ces 2 pays asphyxiés par les entreprises de leur ex-métropole font partis des pays les plus pauvres du monde. C'est pourquoi ils sont souvent cités comme une menace de ce qui attend la Guyane, si elle aussi, émettait des velléités d'indépendance.

La Guyane est souvent présentée au Guyanais comme un pays sous perfusion de la métropole. Mais la seule réalité est que les Guyanais sont rendus dépendants de la France. Car hormis les services publics, parmi lesquels ceux en cours de privatisation : EDF, GDF, France Telecom, la création d'emploi est au point mort depuis presque toujours. La nécessité d'importer du matériel de la France et l'absence de production locale autre que la fusée, qui s'ajoutent à une population très pauvre fait dire aux capitalistes qu'investir en Guyane est un projet trop peu rentable. Et par conséquent, les guyanais ne peuvent produire ce dont ils ont besoin.

==> De plus, les écarts salariaux entre le privé et public sont souvent les conséquences d'une vision coloniale de la métropole. Puisque les fonctionnaires sont payés 40% au dessus des salaires de la métropole. Il s'agit pour la France d'inciter les travailleurs de la métropole, notamment les

enseignants, les gendarmes et l'administration publique à immigrer en Guyane. Plutôt que de mettre en place un système de formation conséquent qui permettrait de former la population guyanaise aux métiers déjà existant (notamment autour de la fusée et toutes les entreprises aéronautiques qui y sont liées). **A savoir que seul 2% des guyanais inscrits en enseignement primaire accèdent aux études supérieures** car il n'y a que très peu d'établissement supérieur.

Au travers de la Guyane, c'est l'histoire de la France coloniale et raciste des exploiters qui s'exprime et qui explose à la figure de nos dirigeants. Depuis les paysans protestants de la fin du moyen age envoyés mourir dans la forêt amazonienne, l'histoire des pionniers, des missionnaires, le massacre des amérindiens, l'esclavage, le bagne, l'affaire Dreyfus, jusqu'aux émeutes des années 60...

Il est facile à comprendre ce que Mr Fillon propose pour les travailleurs Français quand on l'entend parler des aspects positifs de la colonisation.

Brève chronologie de l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG).

(Mediapart)

De 1935 à 1964 : L'organisation, alors Union Départementale UD-CGT, est étroitement affiliée et dépendante de la Confédération Générale du Travail de la CGT française. Tous les documents venant directement de la CGT.

1967 : A lieu le 36ème congrès de la CGT à Saint-Denis en région parisienne, le Secrétaire de l'UD-CGT, Turenne Radamonthe, y déclare l'indépendance de la Centrale guyanaise et sa séparation de la CGT après plusieurs vagues d'émeutes et de répressions de manifestations à Cayenne depuis 1964, créant la stupeur dans les rangs des congressistes métropolitains.

Un accord de partenariat naitra néanmoins entre les deux organisations ; la CGT rendant obligatoire l'adhésion à l'UTG de leurs salariés syndiqués se rendant en Guyane pour travailler, et réciproquement l'UTG obligeant ses adhérents-ouvriers guyanais à prendre la carte de la CGT lorsqu'ils sont amenés à travailler en France. La même année, l'Union des Travailleurs Guyanais (UTG) est constituée lors de son premier congrès à Sinnamary.

1971 : 2ème congrès de l'UTG à Saint-Laurent du Maroni, où après de longs débats, le mot d'ordre d'indépendance nationale est adopté, et inscrit aux statuts et proclamé.

Liens :

http://mobile.lemonde.fr/politique/article/2017/04/03/en-guyane-recit-d-une-negociation-dans-l-impasse_5104791_823448.html?xtref&beta=7

<http://la1ere.francetvinfo.fr/guyane-greve-generale-va-se-poursuivre-negociations-ont-echoue-459943.html>

http://www.huffingtonpost.fr/2017/03/26/les-raisons-de-la-colere-en-guyane-a-lheure-de-la-greve-general_a_22012868/

<http://www.lci.fr/societe/en-guyane-une-union-sacree-nait-de-la-crise-2035117.html>

<https://www.facebook.com/La1ere/videos/1395685147121142/>

<https://blogs.mediapart.fr/timothee-aldebert/blog/300317/guyane-sous-le-fromager-contre-un-apartheid-francais>